

M. Lambert (Bellechasse): Donnez-moi la chance, je vais vous le dire!

Mlle Bégin: . . . Il a attaqué le gouvernement au sujet d'une prétendue perte terrible d'argent qu'il appelait le régime des dettes. Il nous a parlé du service des dettes. Il n'a malheureusement pas l'air du tout de comprendre comment fonctionne la machine de l'argent qui est une «business», une entreprise, comme n'importe quelle autre entreprise privée dans laquelle les Canadiens sont protégés contre les abus. Au même titre les autres entreprises n'ont pas le droit de faire de l'argent sur leur dos de façon criminelle. D'un air horrifié il nous a donc entrete nu du service de la dette sur le budget, et nous a dit qu'il n'acceptait fondamentalement pas un budget déficitaire alors que les Canadiens savent très bien qu'en période de difficultés économiques comme nous en traversons, il faut un budget expansionniste et qu'un déficit de budget gouvernemental ne les scandalise absolument pas. Et s'il avait continué et qu'il avait osé dire la vérité, c'est-à-dire que les provinces n'accusent pas de budget déficitaire pour la raison très simple que le gouvernement fédéral redistribue l'argent de tous les contribuables canadiens par des paiements au titre de la péréquation permettant aux provinces d'éponger l'apparence d'endettements extérieurs, laissant sur le seul gouvernement fédéral la totalité du fardeau de la dette du gouvernement, à ce moment-là on aurait pu discuter.

Malheureusement, il n'en a pas parlé et il n'a pas parlé de sujets sur lesquels, moi, je voudrais m'entretenir aujourd'hui. Ni lui, ni aucun député de son parti n'ont assisté ou n'ont participé au débat sur les prévisions budgétaires de mon ministère au moyen de plusieurs réunions qui ont eu lieu durant ces dernières semaines. Ni lui, donc, ni personne du Parti Crédit Social n'a expliqué comment par ailleurs, le même gouvernement qu'il accuse de s'être endetté, financerait ce qu'il passe son temps à dire à l'extérieur de la Chambre ou à me demander en période de questions orales à la Chambre ou à faire en vertu d'une motion d'urgence conformément à l'article 43 du Règlement, alors qu'il sait très bien qu'aucun ministre ne peut lui répondre, puisque le Règlement de cette Chambre ne le permet pas, savoir, réduire l'âge d'admissibilité à la pension des personnes âgées à 60 ans . . .

M. Lambert (Bellechasse): Pas de réduire . . .

Mlle Bégin: . . . abaisser l'âge de la retraite à 60 ans, ce qui automatiquement coûte 2 milliards de dollars de plus par année. Tout le monde est pour cela. Ce n'est pas difficile d'être pour cela, ce sont les 2 milliards de dollars qu'on attend encore. On veut savoir d'où ils vont venir. Or, je n'ai rien entendu à ce sujet.

[Traduction]

Quant à l'opposition officielle, elle n'a rien trouvé de mieux à faire jusqu'à maintenant que de mettre l'accent sur le fait que 8 p. 100 de notre main-d'œuvre active est sans emploi, oubliant le fait que le Canada est, de tous les pays du monde occidental, celui qui a le dossier le plus brillant au chapitre de la création d'emplois. Naturellement, je ne veux pas dire qu'il est bon d'avoir un taux de chômage de 8 p. 100.

Une voix: C'est l'avis du gouvernement.

Mlle Bégin: C'est faux. Le gouvernement s'occupe des chômeurs. Vous vous gardez tous bien de dire que de récentes données de Statistique Canada indiquent que 82 p. 100 des

Budget—M^{lle} Bégin

Canadiens jugent leur travail agréable. Seulement 4 p. 100 le trouvent désagréable. Notre société n'est pas aussi malade que voudrait nous le faire croire l'opposition.

Nous entendons toujours parler d'aliénation, de crainte, d'insécurité et de faillite. Le parti conservateur voulait même que nous abandonnions tout espoir envers le Canada. Absolument incroyable!

Nous entendons des gens qui n'ont jamais été chômeurs nous dire que le programme d'assurance-chômage est trop onéreux et inutilement généreux. On nous dit—ce qui est faux—qu'afin de rétablir l'éthique du travail, que les Canadiens n'ont d'ailleurs jamais perdue, nous devrions revenir à la pratique de l'exploitation de nos nombreux travailleurs à temps partiel au profit d'une poignée de riches. Bref, ces jérémiades me donnent l'impression très éloignée de la vérité qu'il est désagréable de vivre au Canada parce que le niveau de vie a énormément baissé au cours de la dernière décennie.

[Français]

Monsieur l'Orateur, rien n'est plus loin de la réalité, et le thème général que l'opposition a jusqu'à présent exploité au cours de ce débat sur le budget montre bien l'absence de direction de leur pensée. Entre parenthèses, cela est vrai sur beaucoup d'autres sujets, mais dans le domaine de la politique sociale en général, le micmac intellectuel des propositions qu'on entend est particulièrement frappant.

[Traduction]

Depuis que j'occupe mon poste actuel, c'est-à-dire depuis six mois, je constate que l'opposition conservatrice ne s'est décidée sur aucun programme social qui se tienne. Elle n'a aucun programme social global non plus. Ainsi, le député de Brome-Missisquoi (M. Grafftey) propose de consacrer davantage de fonds publics au bien-être social. Le député de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald) est en faveur du versement de l'allocation du conjoint à toutes les femmes âgées de 60 à 64 ans. Le député d'Athabasca (M. Yewchuk) propose d'augmenter les subventions à la recherche médicale tout en s'opposant systématiquement à un programme de sécurité du revenu, peu importe la forme sous laquelle il se présente. Le député de Dauphin (M. Ritchie) a dit qu'en instaurant le Régime de pensions du Canada, le régime de sécurité de la vieillesse, le supplément du revenu garanti et l'assurance maladie, nous étions allés trop loin. Quelle confusion! Quelle politique sociale! Par ailleurs, le député a pressé le gouvernement de dépenser davantage. Le député de York-Simcoe (M. Stevens), critique officiel de ce parti en cette matière, exige que le gouvernement réduise ses dépenses de 2 milliards de dollars. Cela laisse rêveur.

● (1552)

[Français]

Le thème général que l'opposition utilise en matière de sécurité sociale et de politique sociale, c'est qu'en général les Canadiens n'aiment pas à payer, à donner de l'argent pour des programmes de sécurité sociale, puisque les dépenses dans ce secteur sont du gaspillage et ne sont pas nécessaires. On dit souvent que les programmes sociaux sont une des causes les plus directes du trop grand taux de dépenses du gouvernement, de la marge de dépenses du gouvernement, et qu'ils créent des niveaux d'inflation inacceptables.